

L'Économie Non Observée au Maroc : caractéristiques et déterminants politico-économiques

The Unobserved Economy in Morocco: political-economic determinants and characteristics.

Auteur 1 : AKACHKACH Charif Dahabi

Auteur 2 : BENSBAHOU Aziz

AKACHKACH Charif Dahabi, Doctorant en économie LSEPP,
Faculté d'Économie et de Gestion, Université Ibn Tofail

BENSBAHOU Aziz, Professeur,
Faculté d'Économie et de Gestion, Université Ibn Tofail

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : AKACHKACH .Ch D & BENSBAHOU .A (2023) « L'Économie Non Observée au Maroc : caractéristiques et déterminants politico-économiques », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 20 » pp: 804 – 834.

Date de soumission : Septembre 2023

Date de publication : Octobre 2023



DOI : 10.5281/zenodo.10123771
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé :

Le but de cet article est de mettre en évidence l'importance de l'économie non observée « ENO » dans le contexte socio-politique marocain. Notre démarche constructiviste basée sur l'approche inductive, nous a permis de décrire et d'analyser les caractéristiques de l'ENO composée ; essentiellement de l'économie informelle, l'économie souterraine, l'économie criminelle et l'économie domestique. Sa contribution à la richesse nationale dépasse largement 40% du PIB, avec une participation à l'emploi qui dépasse 67% de l'emploi total. L'étude montre aussi que la croissance des activités non formelle est le résultat légitime des conditions politico-institutionnelles qui encadrent le mode de gouvernance du pays, ainsi que de la structure de l'économie politique locale.

Mots clés : économie informelle, économie souterraine, économie criminelle, économie domestique, économie politique marocaine.

Abstract:

The purpose of this article is to highlight the importance of the non-observed economy "NOE" in the Moroccan socio-political context. Our constructivist approach based on the inductive approach, allowed us to describe and analyze the characteristics of the compound NOE; mainly the informal economy, the shadow economy, the criminal economy and the domestic economy. Its contribution to national wealth far exceeds 40% of GDP, with employment participation exceeding 67% of total employment. The study also shows that the growth of non-formal activities is the legitimate result of the politico-institutional conditions that frame the country's mode of governance, as well as the structure of the local political economy.

Keywords : informal economy, underground economy, Criminal economy, Domestic economy, Moroccan political economy.

Introduction

L'étude des caractéristiques et des déterminants de l'économie non observée (ENO), dans le contexte marocain ; est un sérieux défi pour les économistes et les politiques dans le sens qu'elle leur est utile pour saisir, en grande partie, la complexité de la réalité socio-économique et institutionnelle du pays.

L'ampleur croissant des activités productives (informelles, souterraines, illégales, domestiques) ; de l'E.N.O ou l'économie cachée¹, est de plus en plus confirmé par les rares études (BAM 2017 ; CGEM 2016) disponible sur l'interdépendance entre l'officiel et le non officiel.

Responsable de la survie² de la grande majorité de la population ; presque 67% de la population totale révélé par la crise Covid-19 en 2020 (CESE ; 2023). Elle représente plus de 30% du PIB ; avec 80% des emplois (CESE 2021).

Cette économie permet d'atténuer la souffrance sociale (T. Hélène, 2010) selon la terminologie de P. Bourdieu produite, sans doute, par la mauvaise qualité des institutions et les faiblesses structurelles de l'économie qualifiée de formelle (R.M. Alami 2014).

Dans cette perspective, l'originalité de notre essai analytique à pour objectif de :

S'inscrire dans une vision ambitieuse, moins idéologique, qui dépasse le cadrage stéréotypique d'une économie informelle marginale ; qui mérite la lutte et l'utopique ambition de l'intégrer dans la sphère formelle.

Dans l'espérance d'analyser le sous-analysé, selon les termes de J.Berque .

*Mettre en évidence le poids, les caractéristiques de l'ENO marocaine, ainsi que la portée explicative des déterminants les plus importants au niveau politico-institutionnel et économique.

*Tenter une relecture plus ordonnée des déterminants théoriques et empiriques de l'économie parallèle ; afin de retracer les contours cognitifs des processus de la non formalisation à la marocaine.

¹ Elles sont cachées, en grande partie par rapport aux experts du chiffre, et non aux différentes autorités
Qui bénéficient de son dynamisme pour renforcer une certaine stabilité sociétale.

² Deux logiques s'enchevêtrent ; la logique de survie pour les dépossédés, qui détiennent leur force de travail et, la logique d'accumulation pour ceux qui bénéficient de cette économie pour s'enrichir : via les canaux de l'évitement fiscal et l'investissement dans l'informel et l'illégal.

*S'écarter des confusions terminologique et lexicale – qui sont très nombreuses- qui entachent les études sur l'ENO et l'informalité ; en optant pour la démarche de l'OCDE de 2003 (OCDE ; 2003).

C'est dans cet esprit qu'on pourrait reformuler la problématique centrale/ le sujet, qui éclaire la conduite de cet essai analytique :

Dans quelle mesure le poids de l'économie non observée marocaine est le produit légitime des facteurs institutionnel et socio-économique qui caractérisent le paysage marocain ?

Réussir une telle entreprise investigatrice suppose l'ancrage épistémologique au sein du paradigme constructiviste, qui respecte dans une large mesure, l'approche inductive qui investit les données qualitative et quantitative fiables et crédibles. Pour une relecture/recomposition plus claire de la complexité de la réalité socio-économique.

Notre souci intellectuel se situe à deux niveaux ; méthodologique et analytique :

- Participer à l'institution d'une approche méthodologique, qui se veut ambitieuse et, elle s'affiche en termes d'une volonté de pousser le concept de l'ENO du répertoire de la comptabilité nationale vers l'espace de l'analyse des structures macro-économique sous-jacente au mal-développement.
- Mettre en évidence :

-D'une part les principales caractéristiques de l'ENO marocaine, notamment la prépondérance des activités informelles qui assure la survie d'une majorité de la population.

L'économie souterraine, par l'importance de la fraude fiscale et la fraude sociale qui s'harmonisent avec la multiplicité des activités non formelles pour sauvegarder un niveau de vie, selon les deux logiques de survie et d'accumulation.

La diversité et le poids considérable des activités relevant de l'économie criminelle/illégale et leur contribution à la sauvegarde de la paix sociale ; via le volume des rémunérations offerte à de larges couches de la population (Trafic de drogue, travail sexuel, la contrefaçon, la contrebande, la migration clandestine, la médecine non conventionnelle, la mendicité...).

Ainsi les productions informelle, souterraine et criminelle se consolident entre eux, en profitant d'une production domestique non marchande et non négligeable ; pour sauvegarder le tissu social dans un équilibre sous-optimal.

-D'autre part, en relation avec les dite productions des biens et services, il paraît, sur le plan politique que le développement d'un capitalisme de connivence/copinage au Maroc, basé principalement sur l'économie de la rente/l'entente a permis à travers sa dynamique de concentration des richesses et la corruption à offrir une base sociale à la majorité des habitants

de s'inscrire ontologiquement et économiquement dans la sphère non formelle de la production économique.

Sur le plan purement économique ; la faiblesse du système productif formel, la lenteur de la transformation structurelle de l'économie, les faiblesses de la croissance, la mauvaise conduite des politiques économiques et leurs incohérences ont contribué à la prolifération intensive et extensive des activités de l'ENO à l'instar de plusieurs pays mal-développé.

Par ailleurs, une des particularités de l'ENO marocaine ; réside dans la nature de la structure et des caractéristiques du marché du travail qui se régule par des mécanismes d'exclusion, créant les conditions propices pour amorcer la croissance des activités non formelles, en contribuant au développement du mal-développement du pays.

C'est dans cet esprit que cet article offrira l'opportunité d'examiner le poids et les caractéristiques (2) de l'E.N.O marocaine, ainsi que ses déterminants empiriques (3).

Tout d'abord, nous exposons une littérature qui met en exergue les enjeux définitionnels, pour dresser une classification des déterminants théorique et empirique d'une telle économie (1).

1. Déterminants théorique et empirique de l'ENO :

Suite à une prise de conscience, de la croissance soutenue des activités qualifiées de non formelle, une abondante littérature s'est produite pour décrire/analyser/repenser des faits économiques non conformes à la vision orthodoxe.

Survoler les principales théories qui ont tenté d'expliquer le développement des composantes de l'ENO, nous oblige, à préciser le champ définitionnel. Pour aborder les facteurs causals sur les plans théorique et empirique.

1.1. Enjeux définitionnels

L'ENO est un concept extensif, qui fait référence aux activités qui devraient être intégrées dans le calcul de la production économique nationale (D, Blades et al ; 2003).

Il est plus large que celui de l'économie informelle pour rendre compte, dans une large mesure, de la réalité sous-analysé des PVD, sans se référer intégralement au modèle occidental (B. Lautier 2003) et sans jugement de valeur.

Elle englobe quatre composantes principales :(OCDE ; 2003)

- La production informelle : Activités marchandes légales exercées par des entreprises non constituées en sociétés, appartenant au secteur des ménages.

- La production souterraine : Activités productives légales intentionnellement soustraites au contrôle de l'autorité administrative et fiscale.
- La production illégale : Activités de production des biens et services interdites par la loi, ou exercées sans autorisation administrative.
- La production des ménages pour leur propre usage final : Activités de production non marchande des ménages pour leur consommation /accumulation domestique³.

En plus, d'une 5ème composante qui regroupe les activités ou la carence des dispositifs de collecte de l'information est dominante (acteurs sur les réseaux sociaux...).

1.2. Les déterminants théoriques de L'ENO

La littérature théorique sous-jacente aux activités de L'ENO, obéira, selon notre vision, à la même grille d'analyse préconisée par l'OCDE ; il s'agit d'éclairer chaque composante par les soubassements théoriques qui ont accompagné les faits stylisés.

L'absence d'une théorie unique qui englobe les activités non formelles milite en faveur d'une telle démarche méthodologique.

1.2.1. L'économie informelle :

L'examen critique de la littérature théorique n'a pas réussi à faire émerger une théorie claire de ses déterminants, de son fonctionnement et de son développement (M. Baccheta et al, 2012) : Dans la perspective néoclassique et néo-libérale deux grandes approches ont dominé la production théorique : L'école dualiste, considère l'économie informelle comme une économie résiduelle qui naît du processus de la transformation de la société et l'incapacité de la sphère formelle d'octroyer les emplois nécessaire (T.R. Todaro et al, 1970).

L'école légaliste/institutionnelle qui considère le non formel, comme l'expression de l'intervention massive de l'Etat dans la sphère économique, ainsi le choix de la flexibilité s'impose pour la redynamisation du circuit économique (F. Roubeaud, 2013).

C'est un remède aux difficultés de l'économie officielle, en plus de son dynamisme qui peut fonctionner comme moteur de la croissance.

Selon la vision de D. North (D. North ,2010) c'est l'expression de la faible légitimité du pouvoir politique, qui tire ses fondements dans les spécificités institutionnelles non développées.

Pour les structuralistes, il y a ceux qui la considéré comme caractéristique du capitalisme, périphérique (PH. Hugon, 2014), assiette des exclus des processus de modernisation et d'accumulation (thèse marginaliste). D'autre coté ; les fonctionnalistes considèrent

³ Elle représente, dans les PVD, une part importante de la production totale ; OCDE ; op citée ; p 199.

l'interdépendance avec le formel comme condition qui permet aux vulnérables (S.Amin ...) de retrouver la survie. C'est le témoignage du retard historique et l'incapacité d'emprunter un sentier convenable de progrès (O. Castel, 2007).

Pour les analystes socio-économiques, qui laissent de côté le référentiel modernité/modernisation, l'informel n'est pas le résultat de la marginalisation, mais le fruit d'un développement local avec une rationalité encastré dans le contexte socio-économique populaire (S.Latouche, 1991).

1.2.2. L'ECONOMIE SOUTERRAINE :

Le modèle théorique d'Allingham et Sandmo (M.Allingham et al, 1972) et ses prolongements stipulent que la fraude fiscale et sociale, en vue de la maximisation des gains sous contraintes des pénalités explique, en grande partie, les pratiques d'évitement fiscale (fraude, sous/non déclaration...).

D'autres modèles théoriques, ont mis le point sur le poids de la réglementation dans l'encadrement du marché du travail, et le développement du travail en noir, à coté de certaines pratiques dissimulatives (N. Joubert ,2003).

Le degré de la morale citoyenne et de la confiance envers les dirigeants politiques sont considérés comme des déterminants de la production souterraine (B.Fariol, 2014).

Si pour les libéraux, trop de règles favorisent la croissance de l'économie souterraine, ils considèrent que cette dernière est le fruit de la dérégulation et de la réduction des dépenses publique (Euro fond rapport, 2013).

1.2.3. L'ECONOMIE ILLEGALE :

Selon les modèles théoriques initiés par G.Becker (G.Becker, 1968 ; C.Champyache, 2019), la transgression des lois obéit à la logique rationnelle d'analyse cout-bénéfice pour maximiser les gains espérés.

La tension en société, explique en parallèle que la pauvreté et les inégalités sociales sapent toute opportunité de réussite sociale (R.Garidzirai,2021). Par conséquent, le développement des entreprises criminelles parait nécessaire pour satisfaire les besoins de larges couches de la population ; selon les deux logiques de survie et d'accumulation.

S'appuyant sur le paradigme beckerien de l'illégalisme ; un faisceau de théories économiques ont tenté d'analyser le fonctionnement des marchés de drogue, de travail sexuel, de la corruption, de la contre bande, de la contrefaçon, de la migration clandestine...

Pour déterminer les mécanismes qui régissent l'offre et la demande des biens et services considérés par les officielles comme illégaux.

1.2.4. L'ECONOMIE DOMESTIQUE :

A partir du modèle original de G.S. Becker (G.S. Becker, 1965), les déterminants de la production ménagère pour usage final résultent de la maximisation d'une fonction d'utilité familiale. Cette dernière combine le travail rémunéré et le travail domestique sous la contrainte du revenu total.

Pour la deuxième génération des modèles, dans le cadre de la nouvelle théorie du consommateur (J.P. Faugère, 1980) ; c'est la structure des prix du marché, le niveau général du revenu et du bien-être qui déterminent l'output domestique (S. Meignel, 2011).

D'autant plus le rapport de « STIGLITZ-SEN-FITOUSSI » insiste sur le caractère capital de l'intégration de la production non marchande des ménages dans l'optique de l'utilisation du PIB comme indicateur plus crédible du bien-être (J.Stiglitz et al, 2009).

1.3. Les déterminants empiriques de l'ENO

En générale, le nombre d'études qui se sont focalisées sur les déterminants empirique de 'E.N.O reste faible par rapport à ceux qui ont tenté de mesurer sa taille et ses effets macro-économique (Z. Sarsen, 2022).

Fondamentalement, l'analyse des déterminants empiriques de l'ENO se base sur la modélisation macro économétrique MIMIC (T.Breush,, 2005) ; c'est une technique confirmatoire plus qu'exploratoire qui teste la cohérence d'une théorie « structurelle » ; basée sur les théories statistiques des variables non observée, qui associe multiples causes et indicateurs à la croissance de l'E.N.O.

Les déterminants de l'E.N.O dépendent largement des structures politico-économiques, et de la conduite des politiques publiques.

On estime que pour les PVD, deux grands blocs de facteurs qui expliquent la croissance de l'économie cachée (D.F. WU et al, 2019). Les facteurs sélectionnés pour chaque bloc ne sont pas exhaustifs ; d'autres paramètres pourraient être intégrer selon la situation institutionnelle et socio-économique de chaque pays.

1.3.1. Le bloc politico-institutionnel :

Explique dans une large mesure le poids de l'ENO ; vu l'importance des institutions politiques en matière de développement : la gouvernance institutionnelle, la qualité des services publics, le degré de séparation des pouvoirs et l'efficacité de l'appareil judiciaire (D. Teobaldelli, 2013). Une édification non sérieuse de la démocratie est fortement corrélée au développement de la sphère non formelle de l'économie. La domination de la logique de la rente avec son corollaire

qui se manifeste dans la domination de la corruption, la concentration des richesses et de pouvoirs alimentent le rythme de la croissance de l'E.N.O.

1.3.2. Le bloc économique :

Certes, il n'existe pas d'unanimité sur les facteurs causales à vocation économique qui se multiplient ; selon plusieurs combinaisons pour assurer la croissance de l'E.N.O (R.Dell Anno, 2021).

Force est de constater que certaines variables macro-économiques ont acquis le statut de facteurs déterminants au cours des dernières années (L.Medina, Schneider 2018 ; O. Afonso et al, 2020) :

- Le fardeau fiscal qui s'exprime dans le poids, la complexité et l'injustice du système fiscal vis-à-vis des différents contribuables (Z.Sarsen, 2022).
- Le chômage et l'incapacité de la sphère qualifiée de formel d'offrir des emplois et des revenus à la majorité de la population. Ce qui pousse les gens à innover dans la redynamisation des activités de l'E.N. O pour assurer la survie (D.Fakoussa, 2020).
- La domination d'un secteur agricole informel à faible productivité qui alimente le processus de l'informalisation de l'économie (S.T.Wondimou et al, 2020).
- La structure de la distribution des revenus ; tant que la distribution est inégale, le niveau des revenus est faible, plus le poids du non officiel est considérable (K. Lahlou et al 2021).

2. Le poids et les caractéristiques de l'ENO marocaine.

Repenser la partie non formelle de l'économie marocaine nécessite, sur le plan analytique, une appréciation plus objective des caractéristiques de chaque composante constitutive de l'ENO. En plus, d'une estimation de sa taille selon différentes visions.

2.1. Le poids de l'ENO au Maroc :

Les essais estimatifs de la taille de L'ENO au sein du tissu socio-économique marocain, sont limités.

En effet ; peu d'études focalisés sur le pays ont tenté d'estimer le poids d'une telle économie selon des hypothèses plus ou moins restrictives :

*La seule étude officielle, menée par Bank Al Maghreb (BAM, 2018) ; basée sur la méthode monétaire, et qui considère L'ENO composée essentiellement de l'économie informelle et l'économie domestique ; a conclu à une taille de 31.3% du PIB, pour la période entre 2007-2016.

*L'analyse menée sous l'égide de Bank Al Maghreb en 2020 ; basée sur les approches monétaire et MIMIC ; assimile L'ENO aux économies souterraine et informelle (K.Lahlou et al, 2020) ; estime que :

- de 1988 à 1998 ; l'ENO était de 40% du PIB,
- de 1999 à 2008 ; de 32% à 34% du PIB,
- de 2009 à 2018 ; presque 30% du PIB ;

D'autres essais académiques, ont produit d'autres estimations :

*L'étude de O. Bourhaba ; H. Mama (O. Bourhaba et al, 2016) qui stipule qu'une telle économie a représenté entre 1999-2015, presque 42.9% du PIB,

* L'analyse menée par E. Kawtar et I. Fettahi (E. Kawtar et al, 2021) sur la période 1977-2019 ou la variation de l'ampleur de L'ENO ; oscille entre 36.5% et 59.5% de PIB, en tenant compte de l'économie illégale, à la différence des autres essais.

Par ailleurs, d'autres estimations ont concerné l'économie marocaine dans le cadre d'un panel de pays ; montre l'importance de l'économie non formelle au sein de la dynamique sociétale ; sans tenir en compte l'économie criminelle, et la production domestique non marchande ; comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Estimations ratio ENO/PIB pour le Maroc :

Etudes	Période	ENO/PIB
F.Schneider ; L.Medina 2017 :158 pays	1991-2015	34%
F. Schneider ; A. Buhen 2017	1996-2014	33.8%
F. Schneider ; A. Buhen ; Monténégro 2010 :162 pays	1999-2007	34.9%
C.Elgin ; O. Oztunali 2012 : 161 pays	1950-2009	59.42 – 32.58%

Source : confectionné par l'auteur

2.2. Les caractéristiques de l'ENO au Maroc :

Notre méthode d'approche pour l'analyse des caractéristiques de L'ENO, consiste en l'analyse de chaque composante à part ; pour pouvoir bénéficier, partiellement, d'une vue d'ensemble.

2.2.1. L'économie informelle marocaine :

Composante structurelle du paysage économique ; avec un très grand potentiel en matière de production de biens et services, d'octroi des emplois et de distribution de revenus pour de larges couches de la société marocaine.

Passant de 1.233.240 UPI (unité de production informelle) en 2000 à 1.680.000 en 2014 (DS, ENSI, 2014), 51.4% des activités sont concentrées dans le commerce et le BTP sans local fixe. En 2013, le chiffre d'affaires est estimé à 410 milliards de dh, contre presque 167 milliards de DH en 2000. La valeur ajoutée créée par ces unités est de l'ordre de 103,346 milliards de dh en 2013 ; soit 12.6% de la VA nationale. La même année 2.4 millions d'emploi ; soit 36.3% de l'emploi non agricole.

En 2013, 233.000 employeurs indépendants ont recruté 420.000 salariés, avec 11,4 milliard de DH comme salaires. Près de 84.000 postes d'emplois sont créés chaque année entre 2007 et 2014 (DS, ENE, 2014) ; sachant que les salariés n'ont représenté que 17.2% de l'ensemble de l'emploi informel en 2014.

Lesdites unités ont produit 185 milliards de DH en biens et services au cours de 2014, soit 12.2% de la production totale ; avec une croissance annuelle de 7.2% depuis 2007.

Hormis la partialité des chiffres du HCP en matière d'encadrement statistique de la production informelle marocaine, cette dernière est déterminante pour :

- L'activation du circuit économique global ; par la création de la richesse avec une croissance soutenue : la production informelle à augmenter au rythme de 6.5% par an entre 1999 et 2007, tandis que la production globale de l'économie à progresser au rythme de 6.2% (DS, ENSI 2006-2007).
- Sa capacité à contribuer dans la régulation du paysage économique ; sa forte flexibilité organisationnelle et opérationnelle lui permet de temporiser les impacts des crises conjoncturelle (sécheresse ...) et structurelle (le chômage, la pauvreté ...) (R. Alami, 2014).
- Consolider les trajectoires du développement du pays, via l'accompagnement de la transformation structurelle de l'économie ; grâce aux leviers de l'investissement et l'innovation entrepreneurial (HCP, bref du plan n°16, 2022).

2.2.2. L'ECONOMIE SOUTERRAINE AU MAROC :

A l'instar de certain P.V.D faiblement démocratisé, le Maroc dispose d'une importante économie souterraine qui se manifeste en deux composantes majeures la fraude fiscale (F.F) et la fraude sociale (F.S) qui s'impliquent entre eux, selon plusieurs configurations composites. La capacité du système fiscal à faire face à la croissance des dépenses de l'état est en dégradation continue. En effet, les 2/3 des entreprises affichent des résultats déficitaires

(Oxfam, 2020), 80% des recettes au titre de l'IS sont supportées par 0.8% des entreprises. L'impôt sur le revenu est acquitté par 15% de l'effectif.

En 2019, la pression fiscale est estimée à 23 % ; ce qui montre, d'une part, que la fiscalité est lourde et injuste dans sa répartition et, d'autre part l'ampleur de l'évitement fiscal (S.Majdouline et al , 2021).

C'est un système qui encourage la non transparence et la non déclaration des revenus (CESE, 2012), ainsi que la sous déclaration et l'utilisation des fausses factures.

Même s'il est très difficile de quantifier les parts dissimulés ; certains faits capturés permettent de donner une idée claire sur les caractéristiques de l'économie souterraine marocaine :

*L'importance de la fraude fiscale pour les principaux impôts (TVA, IS, IR) ; en 2019 les recettes additionnelles recouverts par la DGI sont de l'ordre de 14,276 milliards de dh et 17 milliards de DH en 2018 (DGI, 2019).

*La fausse facturation à l'import et l'export est estimée à 60 milliards de DH par an, entre 2009 et 2018 (G.F.I Washington, 2021).

*Pour une population de 493.617 entreprises, seulement 241.776 ont déposé une déclaration au titre de l'exercice 2019-2020, avec bénéfice ce qui représente 42% de l'effectif des déclarations (CC, 2019-2020).

*A. Berrada à estimer que la valeur de la F.F pour les grandes Entreprise est de 120 milliards de dh entre 1998 et 2017 dont 70 milliards de dh pour les firmes marocaines publique et privée, et 50 milliards de dh découle du passif des multinationales implantés dans le pays (A. Berrada, 2020).

Ces pratiques ont généré une croissance molle ; l'accentuation des inégalités sociales (Transfère du poids de la pression fiscale sur un nombre réduit du contribuable), l'affaiblissement des enjeux de la concurrence, l'imposition du travail plus que le capital....

Faute d'estimations plus objectives de la taille de la F.S au sein du tissu productif formel, certains rapports estiment (OIT ; BAD ,2021) qu'ils représentent jusqu'à 30% du temps de travail salarié. Avec une reconnaissance du recours continu et méthodique à l'emploi temporaire sans contrat de travail.

*Le non-respect des réglementations en matière de législation du travail est la norme :

- En 2018, le nombre des requêtes relatives au SMIG est de 16.486.

- La généralisation systématique de la non déclaration à la CNSS ; ainsi en 2019 le nombre des sortants (qui ont été déclaré en 2018) est 432.099 assurés, dont seulement 3% ont cumulé effectivement 12 mois de déclaration sociale,

-60% de la population active ne bénéficie pas de protection sociale (CNSS, 2020), le régime de retraite concerne uniquement 40% de la population active occupée (PAO).

2.2.3. L'économie illégale au Maroc

Le Maroc est considéré comme une plateforme de production et de transit entre l'Afrique, l'Europe, et l'Amérique latine de la drogue, de la traite des personnes, de la migration illégale, de la contrebande, de la contrefaçon et du blanchiment d'argent (O.I.S.C, 2021). Ces activités génèrent annuellement presque 6.7milliard de \$ selon les estimations de 2019 .

Avec un score moyen des marchés criminel de 4.95 le Maroc dépasse largement la moyenne mondiale fixée à 4.65 (ATOC, 2021). La dynamique d'une partie de cette économie se manifeste sur six marchés illicites (voir tableau).

Tableau 2 : Score marocain pour 6 marchés illégaux

Type de Marché	Score attribué au Maroc	Score Mondial
Marché de Cannabis	9.0	5.10
Marché de Cocaïne	6.0	4.52
Marché de drogue synthétique	7.0	4.62
Traite de personnes	5.5	5.58
Trafic des êtres humains	6.5	4.77
Criminalité liée à la faune	4.5	4.63

Source : confectionné par l'auteur selon les données du rapport ATOC 2021.

Une telle dynamique est attribuée, en partie, à l'incapacité des institutions publiques et privées à offrir des moyens de subsistance à des millions de vulnérable. De même, le développement de l'économie de la prédation encourage la logique d'accumulation au profit d'une minorité ; ce constat est confirmé par le score attribué à l'implication des agents de l'Etat dans l'économie illégale 7.0 ; qui est supérieure à la moyenne mondiale estimé à 5.76 points.

Une analyse brève de certains faits stylisés confirme une telle tendance :

- **L'économie de la drogue :**

Elle contribue à la reconfiguration de la société et de l'économie Marocaine (L. Ouazzani et al 2021 ;PH. Bordes et al, 2004). La production et l'exportation de la résine de cannabis sur le marché mondial procure 120 milliards de DH (CESE, 2021) dont 3.25 milliards de dh permet

la survie aux agriculteurs du RIF. Ainsi, elle permet à des millions de vulnérable d'accéder à des revenus grâce à la coopération avec les agents de l'Etat (C.Perras, 2016).

- **L'économie de l'industrie du sexe :**

Le travail sexuel, le cybersexe et le tourisme sexuel sont des activités qui permettent la survie à une population importante « c'est une industrie prospère au Maroc » (Fondation Schelle, 2019).

Plus de 200.000 acteurs à l'intérieur du pays (A. Dialmy, 2022), en plus de ceux qui ont exporté leur service à l'étranger : Dubaï, L'Espagne, La Turquie....

Une telle industrie procure des revenus importants pour la population (M.Cheikh, 2009) ; tant que la production est redynamisée par la confrontation d'une offre diversifiée et d'une demande croissante.

- **L'économie de la contrefaçon :**

Le Maroc s'érige en tant qu'espace de transit et de consommation des produits contrefait. Considéré par l'UE parmi les principales sources qui alimentent le marché européen (INPI, 2021) ; le chiffre d'affaires dépasse largement 12 milliards de DH par an (OMPI, 2012).

L'offre du dite marché permet de satisfaire la demande des masses qui considèrent le revenu comme le déterminant principal de leur choix de consommation (A. Amine et al, 2021).

- **L'économie de la corruption :**

Considérée, dans le contexte marocain, comme un arsenal de mécanismes pour la régulation sociale et le contrôle des élites ; elle s'auto-entretient via le flou qui caractérise la frontière entre le politique et l'économique (A. Akesbi, 2009).

C'est la première cause avancée par WORLD ECONOMIC FORUM pour expliquer la faiblesse des IDE (75 place sur 141), l'atonie de la croissance et le retard en matière de développement (Transparency Maroc, 2021).

Passé du rang 86 /180 pays en 2020, à la place 87 en 2021 ; avec un score de 39/100 ; le pays est envahi par la corruption.

Selon l'association marocaine de la protection des biens publics, et d'autres sources, elle a un coût économique pesant ; presque 7 milliards d'euros par an ; soit 7% du PIB : La simple lecture objective des affaires de détournements de CIH, MGPAP, ANAPEC, COMANAV, CNSS...Mérite une attention particulière (CC, 2009).

Outre ces activités de production des biens et services à caractères illégale, on peut citer d'autres marchés qui accompagnent les masses dans leurs efforts de survie telle que la pratique de la

médecine non conventionnelle, la migration clandestine, la contrebande, la mendicité ; à travers l'octroi des occupations et des revenus variables.

2.2.4. La production des ménages marocains pour leur usage final :

Le Maroc connaît une production domestique importante et déterminante sur le plan socio-économique (P. Célier, 2004).

Une offre fondamentalement féminine pour satisfaire une demande familiale et sociétale intense.

L'enchevêtrement de l'économie marchande et l'économie domestique détermine dans une large mesure les impacts susceptibles d'être engendrés par les mesures de politique économique, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et le développement (K.ELmokri, 2016).

Sa contribution majeure à la réhabilitation de la cohésion et la paix sociale est très considérable. Selon les données rares disponible, l'évolution de la valeur ajoutée domestique et en décroissance, mais toujours importante comme le montre les données du tableau (avec l'hypothèse d'une valorisation en termes de salaire minimum).

Tableau 3 : la V.A domestique et sa contribution au P.I.B.

	1997/1998 (A)	2011/2012	2022 (B)	Observation
Durée moyenne du travail domestique	5h17min	4h33min	3h51min	A et B
Masse horaire annuelle (Milliards Heures)	26.033	23.460	23.460	Sont calculés
La valeur ajoutée du travail domestique (En DH)	207.748.327.500	285.767.280.000	363.045.850.000	Par L'auteur
Contribution dans le P.I.B (en %)	52.3	34.5	28.27	

Source : confectionné par l'auteur à partir des données du HCP.

En somme, avec un poids qui peut atteindre 60% du PIB, et un ancrage structuré et structurant, l'ENO marocaine à consolider sa forte présence dans le tissu socio-économique, par ses dynamiques en matière d'emploi, de distribution de revenus, et de production des biens et services pour différentes couches sociales.

3. Les déterminants empiriques de l'ENO au Maroc :

En s'appuyant sur l'observation, des relations causales ont pu être élaborer, au fil du temps, pour mettre en évidence la contribution de certains facteurs dans le développement des composantes de l'ENO marocaine.

Malgré, le poids déterminant des défaillances enregistrées sur le plan social (inégalité sociale, pauvreté...), notre tentative, se limitera aux déterminants politico-institutionnel et économique, qu'on estime d'une importance cruciale pour la croissance des activités non formelle dans le tissu socio-économique du pays.

3.1. Les déterminants politico-institutionnel de l'ENO marocaine.

Plusieurs études empiriques ont mis en évidence la relation entre le fonctionnement inefficace de la matrice institutionnelle ; et le développement des activités de production des biens et services non formelle (D. Acemoglu et al, 2010).

En effet ; les pays mal-développés se caractérisent par des institutions extractives où les élites au pouvoir s'enrichissent amplement au détriment des masses, comme c'est le cas du Maroc. Classifié comme régime politique hybride (IDEA, 2021) ; dont la quintessence peut être considérée comme une Kleptocratie (H.H. yari ,2016), tant qu'on assiste à un enrichissement des dirigeants politiques via l'appropriation des biens publiques et privées, et la promotion de leur intérêt : une sorte de captation de l'Etat qui sape la résilience démocratique (H.Baldwin ,2022 ; N. Akesbi 2022).

De ce fait, le système de gouvernance dresse des obstacles d'efficacité et d'efficience qui se concrétisent par la formulation des politiques économiques sous optimales au sens de Pareto (F.A.Bouabid,2010), avec des résultats médiocres par rapport aux ressources déployés.

Ainsi, la faible effectivité de l'application des lois ; La corruption du système judiciaire, la faible qualité des services publiques et l'absence de la cohérence des politiques publiques sont les nœuds systémiques qui favorisent le mal-développement du pays, parallèlement au développement de la sphère non formelle de l'économie (CSMD, 2021).

Dans ce sens, on peut avancer que la sclérose institutionnelle, qui accompagne le capitalisme de connivence marocain, à favoriser le développement de l'ENO, comme option majoritaire

pour intégrer la force du travail et les TPME dans la vie socio-économique du pays (R.Cardarelli et al, 2022).

Les problèmes de gouvernance politico-institutionnelle expliquent, selon cette optique, 37% de l'out put de l'ENO. (Sans prise en compte de la taille de l'économie criminelle et la production domestique).

Pour les experts de HCP, les déterminants institutionnels de la sphère informelle de l'économie constituent 26% de l'ensemble des variables explicatives (HCP, Bref plan 16, 2022).

Une telle dynamique est propulsée par la prédominance de la logique de copinage et de la rente, encadrée par un système politique qui crée le mal- développement (N.Akesbi 2022).

3.2. Les déterminants économiques de l'ENO marocaine.

Pour dépasser la vision qui s'aventure dans une généralisation spéculative sur la nature des variables économiques, qui alimentent la dynamique de la croissance de l'ENO, une différenciation selon le niveau de développement est primordiale pour consolider la crédibilité de l'analyse (R.Goel et al, 2016).

Dans ce sens ; pour les économies qui souffrent encore du mal développement, les principaux déterminants économiques de l'ENO sont les mauvaises conditions structurelles de l'économie. Pour le cas du Maroc les essais analytiques peuvent être synthétisés de la manière suivante :

- Selon l'optique des institutions internationales, les activités non formelles sont les fruits d'une faible croissance inclusive, un niveau faible du capital humain et une gouvernance médiocre (F. Ohusorge et al, 2021).
- L'appréciation du BANK AL MAGHREB, met l'accent sur le niveau bas des revenus, la poussée urbanistique, le taux de chômage et le volume de l'emploi informel dans l'agriculture (K. Lahlou et al, 2021).
- Pour le CESE (CESE, 2021) qui considère que 80% des emplois appartiennent à la dynamique des activités de l'ENO, il avance certaines faiblesses structurelles de l'économie marocaine notamment la corruption et les problèmes d'accès au financement bancaire.
- Du côté de la production académique, les mêmes déterminants sont évoqués, et notamment la mauvaise conduite des politiques économiques et leur incohérences (Ait lemqedem et al, 2019).

R.M. Alami, selon une grille de lecture regulationniste, considère l'urbanisation, l'échec de la généralisation du salariat et le chômage comme des facteurs très déterminants de la sphère non formelle de l'économie, dans le cadre d'une économie de plus en plus mondialisé (R. Alami, 2014).

Tout en s'appuyant sur ces différentes études, notre approche se focalise sur le réexamen du cadre de l'économie politique marocaine, et sa vocation immuable pour la reproduction du mal développement et l'alimentation du flux des activités qui constituent l'ENO.

Tel chantier analytique interrogera, fondamentalement, les choix « stratégique » du « décideur politique », via l'analyse critique de la crédibilité de son mode de gouvernance.

3.2.1. Le capitalisme de connivence et la production du non formelle :

Le constat sociologique nous renseigne que l'économie marocaine demeure fortement minée par les privilèges et la conduite rentière, au détriment d'impératifs de l'efficacité et de l'efficience (CESE, 2019) nécessaire à l'émergence et la renaissance.

La prépondérance de l'économie de rente/entente (N. Akesbi 2022) qui favorise la légitimation du pouvoir politique d'une part, et l'accumulation des richesses sans rééditions de comptes d'autre part, a favorisé une accélération de la croissance de la partie non formelle de l'économie; selon les deux logiques de survie et d'accumulation, en tant que réaction rationnelle (D. Benali, 2012) à la mauvaise conduite des chantiers de développement..

Profitant de sa transversalité au sein de l'économie politique marocaine (K. Messbahi,2016), la rente est devenue la pièce régulatrice du fonctionnement de l'économie⁴ amplifiant la concentration des richesses et la dociliation des différentes élites du pays (M.Oubnal et al,2017) à travers sa béquille de corruption (A. Akesbi ,2009).

En effet, les distorsions économiques véhiculées par le système de rente/corruption se manifestent dans l'instabilité et la faiblesse de la croissance, la lenteur de la transformation structurelle qui a engendré une dynamique de nécessité hors la sphère formelle de l'économie. Ceci a engendré une structuration bipolaire de l'espace économique marocain entre des oligopoles et une pléthorie des TPME ; qui baignent dans un bassin de l'informalité (A. Benamour, 2016).

L'ensemble des TPME ne bénéficient, dans les meilleures des cas, que de 18% des volumes du crédit bancaire pour la création des millions d'emplois en faveur des exclus du cercle productif formel (BAD-BEI-BERD, 2021).

⁴ Dans le domaine agricole, 600.000 Ha de bonne terre récupéré dans le cadre de l'opération marocanisation est sans destination claire et transparente (P. Pascon 1977). Dans l'industrie et les services une minorité, des proches du pouvoir ont bénéficié d'une grande part du gâteau de la marocanisation et de privatisation (A. Berrada, M.S. Saadi 1992).

3.2.2. Le cadre macro-économique et le développement de l'ENO.

La quête d'un cadre macro-économique stable, selon la recette standard de la maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire dans le cadre d'un dosage entre la politique budgétaire et la politique monétaire, peut être considérée comme une dynamo productrice de l'énergie nécessaire à la croissance de l'ENO. En effet, l'accumulation des déficits structurels (Rapport 50 ans 2006, Rapport CSMD 2021) suite à une telle recherche de stabilité macro-économique à générer une croissance non inclusive (N.Yamani , 2013), qui a poussé la majorité de la population de se retrouver dans l'économie cachée.⁵

Les déficits en question se manifestent à plusieurs niveaux en relation avec la problématique de l'emploi :

Au cours des années 2000, le taux de croissance du PIB est de 3.6% et qui dépend généalogiquement du PIB agricole/alea climatique, tant que plus de 80% des surfaces agricoles dépendent encore de la météorologie (N. Akesbi 2022).

La productivité du travail est faible presque 11.6\$/H, les investissements, supporter en gros par le secteur public procurent des rendements marginaux décroissant et faible. ICOR est estimé à 8.58%⁶ (CESE, 2017) ce qui signifie que la rentabilité des investissements, en termes de croissance, est deux fois moins élevée que la moyenne mondiale.

La majorité des investissements se dirigent vers les secteurs dont la valeur ajoutée et la création d'emplois sont faibles (G. Lopez et al, 2021).

Le secteur des services qui accapare 55% du PIB n'a reçu que presque 7% des investissements, alors que le secteur du BTP qui a reçu plus 50% des investissements (Les grands chantiers) ne représente que 8% des emplois (M.F Rapport sur les établissements 2022).

De même la multiplication spectaculaire des accords de libre-échange, à engendrer une dégradation des emplois presque de 700.000 entre 2008 et 2015 (N. Akesbi,2022).

3.2.2.1. La nature du système productif formel privé :

Selon les données disponibles le tissu productif formel se compose de 93% des TPME (HCP, ENAE 2020) avec une concentration spatiale à raison de 2/3 sur l'axe de Casablanca -Tanger. L'effort de recrutement n'a concerné que 50% de l'effectif total, au cours des trois dernières années dont 71% sont des recrutements de remplacements, de même 63% des entreprises évitent d'embaucher pour insuffisance d'activité.

⁵ 25 Millions de personnes selon les chiffres révélées lors de l'opération « TADAMON » en 2020.

⁶ Selon l'analyse de N. Akesbi (2022 ; page 205) un ratio de 7.2 stipules qu'un taux d'investissement de 32% généré un taux de croissance de 4% au Maroc, et un taux de croissance de 11% en Corée de Sud.

La faiblesse de la capacité financière de la majorité des unités formelle, se reflète aussi dans l'atonie de la dynamique entrepreneuriale et le niveau d'investissement.

Tableau 4 : répartition du tissu productif marocain selon CA

Nombre d'entreprise (En %)	Tranche CA (En million de DH)	EPPA (En %)	EPMA (En %)
84.4	0--1	95.1	76
7.5	1--3	3.8	10.5
4.6	3--10	0.8	7.5
2.7	10--50	0.3	4.5
0.6	50--175	--	1.0
0.3	Plus de 175	--	0.5

Source : Confectionnée par l'auteur selon les données de l'OMTPME (Rapport 2020).

En fait, la dominance des activités traditionnelles à faible productivité (J.Akif et al, 2020) explique, en partie, la lenteur du processus de la transformation structurelle de l'économie et, le processus irréversible du non formalisation de l'économie.

Cette tendance structurelle/structurante amorce et développe, ainsi, une autodynamique au niveau de la partie non formelle, en tant que réponse politique et économique à la vulnérabilité qui pèse lourdement sur le vécu de la population (CSMD, 2021).

3.2.2.2. Le marché de travail et l'ENO marocaine.

L'ENO peut être considérée comme moteur de croissance et de développement de l'économie marocaine ; tant que la majorité de la population active et non active évolue dans le non formel (HCP.BM, 2021).

Entre la stérilité de l'économie formelle et la dynamique du celle non formelle, l'examen des caractéristiques et de la structure du marché de travail marocain met en évidence la dynamique des deux logiques en question.

3.2.2.2.1. La structure du marché du travail et la production du non formel :

Le compte satellite emploi- CSE- (HCP. BIT, 2023) attribue au marché du travail marocain une force déterminante dans la configuration et la croissance des activités non formelles, avec un volume de l'emploi estimé à 67.6% de l'emploi total.

Trois fais stylisés orchestrent une telle dynamique :

- La répartition sectorielle des emplois révèle une certaine stabilité : en plus de 97% des emplois agricole informel, la croissance d'emplois dans les BTP et les services redynamisent davantage les activités non formelles ; tant que ces secteurs disposent d'une faible élasticité d'emplois qualifiés.

Le taux du non salariat demeure élevé presque 48% en 2021. L'emploi formel occupe presque 33% des postes d'emplois dont 7.3% sont qualifié d'informel dans la sphère formelle.

Tableau 5 : structure emplois informel selon statut professionnel -2014-

	Salarié	Emplois	Indépendant	Aide familiale	Total
Effectif	1.263.888	345.758	3.038.264	2.465.500	7.113.410
Structures-en (%)	11.9	3.3	28.6	23.2	67

Source : d'après les données HCP, BIT « CSE 2014 » ; 2023.

- L'analyse de la productivité en relation avec la qualité du capital humain montre la présence du plusieurs branches d'activités, à faible productivité et qui mobilisent un volume considérable de la force du travail, à côté de quelques branches avec une productivité élevée tout en contribuant faiblement à la création de l'emploi formel (HCP.BIT, 2023).

Tableau 6 : Les multiplicateurs d'emplois dans les secteurs économiques au cours des années 2000.

Secteur d'activité	L'agriculture	BTP	Services	Industriel
Multiplicateur	1.2	1.12	1.3	2

Source : Confectionnée d'après travaux A. YAKHLEF et al 2018.

Les données montrent que les secteurs qui ont soutenu la cadence de la croissance économique dans les années 2000, disposaient de faible multiplicateur d'emplois : ce sont des secteurs intensifs en emploi direct mais peu qualifié, avec une faible capacité de création d'emplois indirecte, sauf pour la branche industrie mais sa valeur ajoutée totale à régresser entre temps. D'autant plus, L'extension du non formel est en parfaite harmonie avec le niveau générale d'instruction/formation de la population active occupée (EL Aoufi.N et al, 2006).

Tableau 7: Distribution de la population active occupé selon le niveau de formation 2015-2021

Niveaux de formation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sans diplômes	61.3	60.3	58.6	57.6	55.4	54.3	52.9
Niveau moyen	27.1	27.2	27.9	28.7	29.6	30.5	31.2
Niveau supérieur	11.6	12.4	13.5	13.7	14.9	15.2	15.9

Source : D'après les données du HCP : Indicateurs sociaux 2023.

A titre illustratif, presque 8.7% des travailleurs du formels se sont dirigé vers le non formel entre 2017 et 2018 (H.Saoudi et al, 2022).

Avec une évolution moyenne de la productivité du travail de 2.3% au cours de la dernière décennie, l'amélioration s'effectue à l'échelle intra-sectorielle au détriment du niveau intersectorielle, ce qui montre que l'effort d'accumulation du capital est sans impact sur le sentier de la modernisation et la transformation structurelle de l'économie (HCP.BM, 2021).

- La codification de la relation d'emploi : le salaire minimum au Maroc outil de régulation des bas salaires, malgré sa modestie, est considéré élevé⁷ par rapport au revenu moyen et aux productivités des travailleurs. Choses qui freinent la capacité créative des activités formelles (BM. HCP, 2017 ; BAM 2019).

En fait, l'instauration et la poursuite de la politique des bas salaires ; nécessaire au fonctionnement de l'ENO (A. Berrada, 1984) se trouve d'avantage soutenue par :

- La concentration de la distribution des salaires autour du SMIG ; presque 35.3% de l'effectif déployé, et plus de 80% des salariés du formel touche moins de la moitié de la masse salariale globale (MTIP/ONMT 2021,2022).
- 45% des salariés déclarée perçoivent des rémunérations inférieures au SMIG (CNSS ,2020).
- La rémunération salariale dans le non formel est cinq fois moins que la rémunération dans le formel.

⁷ Le ratio SMIG/salaire moyen est passé de 57.8% à 51.6% entre 2000 et 2019, il reste supérieur à 40% jugée comme norme supérieure selon la doxa néolibérale.

Le résultat, est que 73% des salariés déclarés appartiennent à la catégorie des pauvres et des vulnérables (CESE, 2021), dont le pouvoir d'achat est de plus en plus détérioré ; à titre illustratif de 0.88% entre 2014 et 2019 (HCP.BIT, 2023).

Sachant que 66.2% des salariés sont loin d'être régie par une quelconque forme canonique du rapport salarial.

Tableau 8 : Distribution des salariés selon leur relation d'emplois 2015

Type relation emplois	Urbain	Rural	National
Contrat écrit CDD	10.7	4	8.9
Contrat écrit CDI	30.6	7.1	24.1
Contrat verbal	3.8	4.6	4.1
Sans contrat	54	83.6	62.1

Source : HCP 2015

3.2.2.2.2. Caractéristiques du marché du travail marocain et le non formel.

Entre une croissance forte de l'offre du travail, confrontée à une baisse tendancielle des taux d'emploi et d'activité, tout un processus de production/consolidation de plusieurs caractéristiques : le chômage, le sous-emploi, les formes atypique d'emplois (FAE)...ne cesse de tracer des configurations inélastiques de la précarité et de la vulnérabilité.

Les dites caractéristiques ont forgé une dynamique du fonctionnement du marché de travail basée sur une régulation par la logique d'exclusion ; qui se manifeste dans la baisse structurelle des indicateurs de l'activité et le développement des FAE.

▪ La baisse structurelle des indicateurs de l'activité humaine.

Entre 1999 et 2022, le taux d'activité a perdu dix points passant de 54.5% à 44.3% ; ce qui signifie que presque 14 millions des marocains sont inactifs ; dont 11 millions ont perdu l'espoir d'avoir une occupation rémunérée (F. Abdelmoumni, 2022).

De même le taux d'emploi est passé de 41.9% à 39.1% entre 2017 et 2022 (HCP, 2023).

De telles évolutions confirment l'institutionnalisation d'un déficit structurel en matière de création d'emplois (Oxfam, 2022).

La dynamique d'ensemble suit ainsi, un schéma directeur où la force régulatrice se concentre de plus en plus au niveau de l'exclusion : une inclusion formelle très timide, concomitante à

une inclusion non formelle importante, en face d'une exclusion vers l'inactivité et le chômage très pesante (CESE, 2023).

Ainsi, le processus de la sous-utilisation de la force du travail disponible gonfle, en permanence, les rangs des inactifs par 186.000 personnes supplémentaire chaque année. Une telle structuration se traduit sur le plan sociétal par la baisse de la production des biens et services, et la distribution des revenus faibles (HCP. BM, 2017).

▪ **L'inefficacité des politiques actives d'emplois et le développement FAE.**

En plus du chômage, le développement des FAE (MTIP/ ONMT 2020) ont contribué :

- D'une part, à l'activation du processus de la création de la fragilité sociale, alimentée par des politiques économiques à portée limitée en matière d'emplois.
- D'autre part, par le développement de la partie non formelle de l'économie, en tant que nécessité socio-économique impérative pour assurer la survie de la population inactive, les chômeurs en plus des marginalisés.

Tableau 9 : évolution des actifs occupés sous employés

	2010	2012	2017	2021	2022
PAO sous employés (*10 ³)	1.208	966	1.044	1.003	972
Taux de sous emplois en %	11.6	9.2	9.8	9.3	9

Source : Confectionné selon les données du HCP.

Il s'agit, en fait, des emplois temporaire (saisonnier, occasionnel.), les emplois à temps partiel occupent presque 7.7% de la PAO en 2017, le sous-emploi touche plus les jeunes de moins de 34 ans (jusqu'à 16% de la PAO jeunes). Il reflète les insuffisances dans la durée du travail, le niveau de la rémunération et la qualité de l'inadéquation entre la formation et l'occupation (N. Zaoujal et al, 2020).

Tableau 10 : Evolution du taux de chômage 2016-2022

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de chômage en %	9.4	10.2	9.5	9.2	11.9	12.3	11.8

Source : Confectionné selon les données du HCP.

La quasi stabilité du taux de chômage global au voisinage de 10%, s'explique par l'importance des flux de la force du travail qui alimente la catégorie de l'inactivité (HCP.BM, 2021).

Le chômage des jeunes 25-34 ans est très élevée ; presque 45.2% de la population active en chômage (MTIP 2021 ,2022) et croit encore plus avec l'obtention des diplômes.

De même, le chômage de longue durée a beaucoup évolué passant de 56.3% en 2020 à 72.5% en 2021 au sein de la P.A en chômage.

Cette tendance structurelle, s'est consolidée de plus en plus avec le temps, dans la mesure où les politiques publiques destinées à inclure les jeunes sur le marché de travail ont à leurs actifs des « bilans décevants » (CESE ,2023).

Il paraît donc ; que dans un cadre macroéconomique meublé par un cumul des déficits, la dynamique du fonctionnement du marché du travail favorise la croissance de l'ENO marocaine, et par conséquent la consolidation d'un processus de développement hybride.

Conclusion

L'examen asymptotique des caractéristiques et déterminants de l'ENO marocaine mener dans le cadre de cet essai, nous offre plus de crédibilité à affirmer que le non formel marocain est le résultat légitime et naturel d'un sentier de mal développement entretenue politiquement par une kleptocratie⁸, qui s'est montrée incapable de crée les conditions propices pour assurer la transition d'une économie de rente vers une vraie économie de marché.

Il paraît que les différentes activités non formelles qui meublent le paysage socio-économique du pays constituent l'enceinte responsable de la dynamique économique, qui offre à la population locale les conditions d'une survie plus ou moins acceptable.

La capacité du marché du travail marocain a recréé une dynamique inclusive non formelle, pour sauvegarder une cadence de survie, nécessaire à la majorité de la population, octroi au développement de l'ENO marocaine une certaine légitimité historique.

⁸ C'est une kleptocratie ou l'enrichissement des dirigeants politiques s'effectue via la promotion de leurs intérêts, en plus du poids de l'élément religieux héréditaire pour justifier le pouvoir.

Bibliographie

1. -**A.Aya ; CH.Omar 2019** « Salaire minimum au maroc : faits stylisés et impacts économiques » ; DT du Bank Almaghreb.
2. **A. Benamour 2016** « Les divers ficelles de l'économie de rente au Maroc » *Economia Hem.*
3. **A.Berrada 1986** « la politique des bas salaires au Maroc : embauche d'analyse » bulletin économique et social du Maroc.
4. **A. Berrada ; M.S. Saadi 1992** « Le grand capital privé marocain » ; Le Maroc actuel, ouvrage collectif édition CNRS, Paris.
5. **A .Berrada 2021** « les grandes entreprises au Maroc,un foyer actif de fraude fiscale »,academia.edu.
6. **A.ER. Rahmani ; M.Bettah 2018** « Gouvernance, qualité institutionnelle et developpement économique » DEPF,Ministere Finance.
7. **A. Dialmy 2022** « Prostitution et traite des femmes au Maroc » alternatives du sud.
8. **Ait Lemqeddem Hamid & all 2019** « l'économie informelle au Maroc » *Revue international des sciences de gestion* ISSN : 2665-7473, LRSGO, Université IBN TOFAIL.
9. **A.Akesbi 2009** « la corruption endémique au Maroc ; bequille de l'économie de rente », in *Critiques économiques* n°24.
10. **A.Khellaf ;A, Ibourk 2018** « Impact des politiques publiques sur l'emplois au Maroc »(OFE-DT n°3) Université de Montréal.
11. **BAD ;BEI ;BERDS 2021** « Le développement du secteur privé au Maroc ».
12. Bank Almaghreb 2018 « Rapport d'activité exercice 2017 » rabat .
13. **B. Fariol 2014** « Conséquences économiques, financières et sociales de l'économie non déclarée » ; CESE :Journal officiel de république francaise ; n°15.
14. -**B.Lautier 2003** « les limites de l'économie informelle comme alternative à la mondialisation libérale »*Revue Mauss* ; num 2.
15. **C.Bazonnet 2017** « une grande partie de l'argent de hashish ne profite pas à l'économie marocainne » ; *Entretien avec l'économiste K.Afsahi* ; *Le Monde d'Afrique* 30 Mars.
16. **C.Champeyache 2019** « La face cachée de l'économie » PUF.
17. **CESE 2012** : « Le système fiscal marocain ; developpement économique et cohésion sociale » ; n° 9.
18. **CESE 2018** « Rapport annuel 2017 » Rabat.
19. **CESE 2019** : « le nouveau modèle de développement ».

20. **CESE** 2021 « Renforcer et élargir la classe moyenne au Maroc » n°30.
21. **CESE** 2021 « une approche intégrée pour résorber l'économie informelle » rabat.
22. **CGEM** 2018 « l'économie informelle, impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration » www.cgem.ma.
23. **C.Perras** 2016 « les drogues et le continent African dans le contexte de la mondialisation » Drogue et mondialisation vol 15 n°1.
24. **CSMD** 2021 « Le nouveau modèle de développement » ; rabat.
25. **CNSS** 2020 « Rapport activité 2019 ».rabat.
26. **CNSS** 2020 « rapport statistique et démographique 2019 ».
27. **D.Acemoglu ;J.Robinson** 2010 « the role of institution in growth an development » Review of economics and institutions 1.
28. **D. Ben Ali** 2012 : Interview avec le quotidien AL MASSAE n°1758.
29. **-D,Blades ; D.Roberts.**2003 «Mesurer L'ENO» in cahiers statistiques de L'OCDE;num 5 .
30. **D. Fakoussa ;Laura lale kabis-Kechrid** 2020 « Morocco's socio-Economic challenges » DGAP Report n°3.
31. **D.F.Wu ; F.schneider** « Non linearity between the shadow economy and level of development » DPS ; IZA ; DP n°12385.
32. **DGI** 2019 : « Rapport d'activité 2019 » MFE ; rabat.
33. **D. North ;J.Wallin ;B.R Weingast** 2010 « Violence et ordres sociaux : un cadre conceptionnel pour interpreter l'histoire de l'humanité » pais.Gallimend.
34. **DS** : enquete nationale sur budget temps 1997-1998 ; rabat , HCP
35. **DS** 2014 : Enquete nationale sur le secteur informel.HCP.
36. **D.Teobaldelli ; F.Schneider** 2013 « The infleunce of direct democracy on the shadow economy » public choice 157 ; pp 543-567.
37. **DS** 2010 « enquête nationale sur le secteur informel 2006-2007 ».
38. **Economia** 2016 « Les divers ficelles de l'économie de rente ».
39. **E.Kawtar ; I.Fettahi** 2021 « The non observed economy in Morocco : estimation and analysis using the CDA approach » in Africain scientific journal ; vol 3 ; n° 4.
40. **Euro-fond** 2013 « Tackling undeclared work in 27 European Union member states and Norway, Approches and mesures since 2008-2013 ».
41. **FA.Bouabid** 2010 ;**Cercle d'analyse économique de la fondation Abderrahim bouabid** «Le Maroc a-t-il une stratégie de développement économique ? ».

42. **Fondation schelles** 2019 « Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses » ; Rapport mondial n° 5 Paris.
43. **-F.Roubeaud** 2013 « L'économie informelle est-elle un frein au développement et la croissance économique » Regards croisés sur l'économie ; numéro 14.
44. **G.Becker** 1968 « crime and punishment :an economic approach » ;The journal of political economy 76 ;num 2.
45. **GFI (Global finance international)** du 16/12/2021.
46. **Global Initiative, ATOC** « Indice mondial du crime organisé 2021 » ;USA.
47. **G. Lopez, G Betcherman, A. Khellaf, V. Mollini** 2021 « Morocco's jobs landscape » WBG ;DC.
48. **G. Ulysse** 2020 « Informalité : causes et conséquences pour le développement » Revue annuelle d'économie ; Vol 12, Université Oxford.
49. **G.S.Becker** 1965 « A theory of the allocation of time » Economic journal 75.
50. **H.Baldwin** 2022 « lutte contre la corruption :les enjeux stratégiques et économique » assemblée parlementaire de l'OTAN 017 ESC 22F.
51. **HCP** 2014 « L'enquete nationale du temps de travail au Maroc 2011-2012 : principaux résultats » ; rabat.
52. **HCP, B. Mondiale** 2017 « le marché du travail au Maroc : défis et opportunités ».
53. **HCP** 2020 « Enquête Nationale auprès des entreprises 2019 ».
54. **HCP** 2021 « Activité, emplois et chômage résultats annuel 2019-2020 » Rabat.
55. **HCP** 2022 « Les brefs du plan num16 »Rabat.
56. **HCP, Banque Mondiale** 2021 « Paysage de l'emplois au Maroc : Recenser les obstacles à un marché inclusif ».
57. **HCP** 2022 « Les indicateurs sociaux du Maroc ».
58. **HCP, BIT** 2023 « Le compte satellite de l'emplois 2014 ».
59. **H. Hassan yari** 2016 « Les régimes politiques arabes : la clanocratie, la kleptocratie et le tribalisme comme mode de gouvernance au Maghreb » Académie géopolitique de Paris.
60. **L'institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)**, stockholm : Rapport « l'economist intelligence 22 novembre 2021 » ; l'indice de la démocratie est basé sur 60 indicateurs.
61. **INPI** 2021 : Institut national de la propriété industrielle : « La propriété intellectuelle au maroc ».

62. **J.AKIF ;W.Sahel** 2019-2020 « Analyse de transformation structurelle au Maroc : un essai de mesure » Academia HCP, FSJES Rabat.
63. **K.Lahlou ; H.Doghmi ; F.Schneider** 2020 « the size and development of the shadow economy in Morocco » ; Bank Almaghreb ; rabat.
64. **Karim El Mokri, Policy center** 2016 « le défi de transformation économique structurelle : une analyse par la complexité économique » RP-16/08/2016.
65. **La Cour des Comptes** 2009 « Rapport annuel de 2008 » ; rabat ; p 9. L'affaire CNSS a révélé 11 milliard dirhams de détournement.
66. **L.Medina ; F.Schneider** 2018 « shadow economy around the world : what did we learn over the last 20 years ? » » IMF, Working paper WP/18/17.
67. **L.Ouazzani ;H.Lequeux** 2021 « Le kif du rif » Magazine Geo N° 509.
68. **M.Allingham ; A.Sandmo** 1972 « income tax evasion ; a theoreticall analysis » Journal of public economics ; vol 1.
69. **-M.Bacchetta ; E.Ernst ; J.P.Bustamante** 2012 « mondialisation et emploi informel dans les PVD » publié dans « L'économie informelle dans les PVD » J.P.cling et al.
70. **M.Cheikh** 2009 « Echanges sexuels monétaires, Femmes et féministe, au Maroc : une autonomie ambivalente » Presses de sciences Po, n°49.
71. **M. Oubenal ; A. Zeroual** 2017 « Gouverner par la gouvernance : les nouvelles modalités de contrôle politique des élites économiques au Maroc » Revue critique internationale presses de sciences po ;2017/1 ;n°74.
72. **M. Oubenal ; A. Zeroual** 2021 « Etat actionnaire et capitalisme de connivence au Maroc : le cas de la CDG » Revue de régulation Spring.
73. **MTIP** 2020 « Les nouvelles formes atypiques d'emploi au Maroc » ONMT.
74. **MTIP** 2021 « le marché du travail 2020 » ONMT edition.
75. **Ministère des finances** 2022 : Rapport sur les établissements et entreprises publiques 2010-2022 DEPF.
76. **N.EL Aoufi ;M.Bensaid** 2006 « Chômage et employabilité des jeunes au Maroc » cahier de la stratégie d'emploi, Université Mohamed 5 Rabat 2005-2006.
77. **N.Zaoujal ; B.Ottaj** 2020 « Les déterminants de l'emploi inadéquat au Maroc : une approche microéconométrique » ; Actes de la deuxième conférence internationale de la francophonie économique.
78. **N.Yamani** 2012 « Politique économique et piège du sous-développement au Maroc : Université Grenoble.

79. **N.Akesbi** 2022 « Maroc ; une économie sous plafond de verre » R.M.S.P.S.
80. **O.Afonso ; P.G.Neves ; T.Pinto** 2020 « The non observed economy and economic growth : A méta –analysis »Economic systems 44.
81. **O.Bourhaba ; H.Mama** 2016 « An estimation of the informal economy in morocco » ; International journal of economics and finance ; vol 8 ; n°9.
82. **O.Castel** 2007« De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire » in « l'e.i alternative à l'exclusion économique et sociale ? »
83. **OIT, BAD** 2021 « Impact de la crise covid-19 sur l'emploi et les TPME au Maroc ».
84. **F. Abdelmoumni** ; Orient XXI ;30/06/2022.
85. **O. Afonso ; P.C. Neves ; T. Pinto** 2020 « The no observed economy and economic growth : A meta-analysis Economic systems » Vol 44.
86. **OMPI** 2012 « Etude sur les incidences économiques de la CF au Maroc : note de synthèse » ; CONPIAC.
87. **OXFAM** 2020, Système fiscal marocain ; fair tax monitor.
88. **Oxfam** 2021 « Marché du travail au Maroc ».
89. **OCDE** 2003 « Manuel sur la mesure de l'économie non observée ».
90. **P. Célier** 2004 « les limites du calcul du PIB au Maroc » Revue CPA-EG, ESNSET Mohammadia.
91. **P.J Faugère** 1980 « L'allocation du temps entre travail domestique et travail marchand :discussion autour d'un modèle » Revue économique, vol 31 ;n°2, 1980, p314.
92. **PH.Bordes ;A.Labrousse** 2004 « Economie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc » Politique africain N° 93.
93. **PH.Hugon** 2014 « l informel ou la petite production marchande revisités : 40 ans après » Mondes en développement num 166.
94. **P. Pascon** 1977 « le Haouz de Marrakech » CURS-INAU-CNRS Rabat.
95. **Rapport de l'OISC** 2021.
96. **R. Dell'Anno** 2021 « théories et définitions de l'économie informelle : une enquête » Journal of Economic Surveys.
97. **R.K. Goel ; M.A. Nelson** 2016 « Corruption across Gouvernement occupations : Cross national survey Evidence » Journal of international Development 28.
98. **R.Cardrelli et all** 2022 « Informality, développement and the buisness cycle in north africa »IMF :DP/2022/11.

99. **R.N. Goel ;J.W.Sanorris ;F Schneider** 2018 « Growth in the shadows » contemporary Economic Policy, doi :10.1111/coep 1288.
100. **R.Harris ;P.Todaro** 1970 « Migratim.Unemployment and developement :A two sector analysis » Américan Economic review, vol 60 n°1 : pp 126-142.
- 101.**R.Garidzirai** 2021 « An analysis of economic determinants and crime in selected gauteng local municipalities »DOI :10.5772/Intechopen. 96339.
- 102.**R.M.Alami** 2014 « le secteur informel au maroc » presse économique du maroc.
103. **Sarsen Zkanabekov** 2022 « Determinants robuste de l'éco-souterraine » bulletin of Economic research.
- 104.**S. yu ;F.Ohusorge** 2021 « The long shadow of informality » challenges and policies World Bank Group.
105. **Saoudi.H ;A.Ouhnini** 2022 « L'informel au Maroc : Repeser la structure globale des incitations pour une économie inclusive et dynamique » Policy centre of the new South.
106. **S.Majdouline ; I.Elmir ; H.Ait Lemqedem** 2021 « quel est le meilleur système fiscal au Maroc ? » ; Revue internationale des sciences de gestion ; vol 4 ; n° 2.
107. **S.T. Wondimnu ;M.W. Birru** 2020 « Determinants of Informal Economy Estimation in Ethiopia ;MIMIC approche » Vol 9 ;scene 2.
108. **Rapport** 2006 « le Maroc possible »50 ans collectif Rabat.
109. **S.Meignel** 2011 « Ménages, crises et bien etre dans les pvd :quelques enseignements de la littérature récente » centre d'économie de développement ; université Montesquie-Bordeaux 4.
110. **D. North ;J.Wallin ;B.R Weingast** 2010 « Violence et ordres sociaux : un cadre conceptionnel pour interpreter l'histoire de l'humanité » pais.Gallimend.
111. **Stiglitz Joseph ;E.A.Sen ;J.P.Fitoussi** 2009 « Rapport de la commission des performance économiques et du progrès social » P 13.
112. **Transparency Maroc** 2021 « Rapport moral 2020 ».
113. **T. Breush** 2005 « Estimating the underground economy using MIMIC models » WP. National University of Australia.
114. **T. Hélène** 2010 « les vulnérable : la démocratie contre les pauvres » ed, croquant.